



mardi 29 septembre 2020

L'occasion d'engager le bras de fer ?

Mercredi 16 septembre, à 9 h 30, la direction du groupe Bridgestone annonçait la fermeture de l'usine de Béthune, laissant 863 ouvriers sur le carreau, sans compter les emplois indirects. Les travailleurs l'apprenaient une demi-heure avant, coup de massue ! Depuis, la fermeture de Bridgestone fait la Une et résonne comme l'exemple emblématique de cette situation sociale où le patronat multiplie les plans de licenciements et les fermetures de sites.

Un scénario connu

Le prétexte à la fermeture est le manque de compétitivité. Les pneus produits à Béthune ne seraient plus adaptés au marché et les investissements nécessaires trop coûteux. Voilà pour la com' patronale, car il faut bien trouver des prétextes moins choquants que la simple soif de profit des actionnaires. Ce n'est pas la première fois que les patrons de Bridgestone passent à l'attaque. Il y a quelques mois, les salariés avaient refusé à une majorité des deux tiers un APC (accord de performance collective), accord pourri qui leur était soumis par référendum. L'annonce de la fermeture de l'usine a donc un sale goût d'offensive politique contre ceux qui ont refusé de voir leurs conditions de travail dégradées et n'ont pas cédé au chantage à l'emploi. D'autant que le groupe Bridgestone aurait du mal à arracher une larme avec un résultat international de trois milliards de dollars en 2019, le plaçant devant Michelin et Goodyear.

La faute aux Japonais et aux Polonais ?

Le président LR de région Xavier Bertrand, la ministre Elisabeth Borne et même le Premier ministre Jean Castex ont donné de la voix... contre le groupe japonais. Entretemps, les patrons d'Air France, de Renault ou la famille Mulliez peuvent faire la même chose que Bridgestone – empocher des milliards de subventions au nom de la relance économique et licencier à tour de bras – mais loin de l'œil des caméras.

De leur côté, les responsables de la France insoumise et du PCF ont dénoncé les subventions européennes accordées aux usines d'Europe de l'Est, comme en Pologne, qui deviendraient plus compétitives que les usines françaises, disent-ils. Mais se situer sur le terrain du nationalisme économique et de la « relance industrielle », c'est se situer sur le

terrain du patronat. C'est oublier que la compétitivité d'une usine n'a jamais sauvé personne. Les salariés de Renault-Maubeuge l'ont appris avant l'été. Leur usine était compétitive par excellence, mais menacée pourtant comme les autres. Et s'ils ont obtenu un relatif répit, c'est grâce à deux jours de grève et à une manifestation de plusieurs milliers de personnes.

Faire l'agneau n'a jamais calmé l'appétit des loups !

Le même manège se répète à chaque fermeture d'usine. Pourtant les quatre syndicats de Bridgestone à Béthune (CGT-CFDT-Sud-Unsa) ont signé un protocole avec le gouvernement pour... entamer des discussions de cinq mois ! La valse des « contre-expertises », des « solutions industrielles alternatives », des « plans de reclassement qui ne laisseront personne sur le carreau » peut commencer. Toutes celles et ceux qui ont vu leur usine fermer ces dernières années, chez PSA, Continental, Goodyear, GM&S, peuvent témoigner que de telles promesses n'ont pas été tenues.

La fermeture de Bridgestone pourrait bien être l'événement qui vient briser le plafond de verre de la situation. Au-delà des ouvriers de l'usine, des travailleurs en discutent dans la région, chez Cargill, chez les cheminots, dans la grande distribution. Des contacts se nouent, des clusters de résistance aux licenciements se forment. Comme dans la région toulousaine autour de sites menacés de l'aéronautique. Ces liens sont la première étape pour que les travailleurs de tout le pays reprennent l'offensive contre les attaques brutales du patronat. Le combat chacun de son côté, usine par usine, est voué à l'échec. C'est en coordonnant les forces de tous qu'il sera possible de sauvegarder l'emploi de chacun.

Non au salaire partiel

PSA prévoit de nous maintenir au chômage partiel une semaine sur deux, jusqu'à la fermeture de l'usine. Une belle illustration de la manière dont les patrons profitent des mesures mises en place par l'État dans le contexte de la crise sanitaire, la réorganisation de la production dans les usines PSA étant programmée depuis bien avant l'épidémie de Covid. Nos salaires n'ont pas à faire les frais de leurs petits (et gros) calculs.

Ils se croient tout permis !

La direction veut obliger ceux d'entre nous qui doivent partir en plan senior en 2021 à faire les quelques mois restants en province ou à Poissy, sans se préoccuper des bouleversements que cela va occasionner dans nos vies. Quitte à oser nous conseiller de passer le permis ! User les travailleurs jusqu'au bout, c'est sa priorité ? Certains ont eu droit au plan senior à Saint-Ouen, y compris pour nous « aider » à partir, pourquoi pas nous ?

Sans salariés, pas de Pack !

A Saint-Ouen, la direction fait pression pour que nous acceptions au plus vite des postes à Poissy, en particulier au Pack Batterie. Il semble qu'il y ait des besoins dans ce secteur, et trois samedis travaillés y sont prévus en octobre. Au mois de septembre, il a suffi que 4 salariés débrayent pendant 1h 40 pour arrêter la chaîne. Ils revendiquaient la reconnaissance de leur statut d'ouvrier professionnel, une amélioration des conditions de travail et sécurité, ainsi qu'une prime de risque. En effet, la zone est dangereuse : en 10 jours, les pompiers ont dû évacuer 4 fois le secteur à cause des risques électriques, chimiques et d'explosion.

Suite au débrayage, la direction a paniqué car elle a déjà trop de retard dans la production. La force des travailleurs, c'est la grève !

Mariage d'intérêt contre nous

Les dirigeants de PSA et Fiat se sont mis d'accord pour les cadeaux du mariage des 2 groupes : l'équivalent de 4,26 milliards d'euros sera donné aux actionnaires de Fiat et 1,36 milliards pour les actionnaires de PSA. Selon la presse, le groupe PSA-Fiat aura ensemble 11,5 milliards de réserve de liquidités...

Les actionnaires s'entendent pour se partager les richesses que les ouvriers créent en travaillant. Si on ne veut pas se faire tondre, nous les ouvriers d'Opel, Fiat, Vauxhall et PSA, nous devrions lutter ensemble contre nos patrons.

Circulez, y'a rien à voir

Une quarantaine de sociétés de journalistes dénoncent « un feu vert accordé par le ministre de l'Intérieur aux forces de l'ordre pour empêcher les journalistes de rendre compte pleinement des manifestations ». Le texte prévoit d'obliger les journalistes à quitter les manifestations à la demande de la police, sous peine d'arrestation. « Journalistes et observateurs pourront être interpellés en couvrant des manifs », précise Libération du 18 septembre.

C'est ainsi que les journalistes dénoncent comment le nouveau schéma de maintien de l'ordre de la police nationale, sous la houlette du préfet de Paris Lallement, a trouvé comment faire disparaître les mutilations de manifestants. Il suffit de disperser la presse ou mieux, de l'encadrer, pour lui montrer ce que le pouvoir veut bien.

S'il n'y a pas de témoins, il n'y a pas de violence !

Jackpot pour les labos privés !

Avec 1,2 million de tests par semaine, le cocorico de Véran pourrait nous réjouir... s'ils étaient accompagnés de délais courts et d'une note un peu moins salée pour la Sécurité sociale.

Avec 73,59 € le test dans la poche des laboratoires, et ce sans créer d'embauches, la Covid rapporte gros, surtout aux grands laboratoires qui ont le monopole de l'agrément covid !

Mieux, à Paris, les longs délais sont un prétexte pour surfacturer de 100 € aux patients des résultats plus rapides. Ne pas prendre le risque de contaminer ses proches et ses collègues, ça a un prix.

Et la fierté mal placée de Véran fait ricaner quand on sait que la France propose des tests parmi les plus chers d'Europe.

Algérie : vive la lutte des travailleurs de Numilog !

À la suite de la création d'une section syndicale pour faire remonter leurs revendications sur leurs conditions de travail désastreuses, trois salariés de Numilog à Béjaïa ont été licenciés fin juin.

La réaction de leurs collègues a été immédiate pour exiger leur réintégration, mais la direction a multiplié les sales manœuvres : intimidations, diffamation, fermeture de l'entreprise... jusqu'à licencier les 196 grévistes !

Ces travailleurs de la logistique ne lâchent pas l'affaire face à leur patron, le milliardaire Issad Rebrab. Lundi dernier, ils ont à nouveau manifesté, rejoints par des centaines de travailleurs de Béjaïa.